

• (1550)

Nos collègues du parti conservateur demandent qu'on laisse cela au secteur privé. Encore faut-il qu'il y ait un secteur privé entièrement canadien. Néanmoins, la plupart des principales décisions économiques ne sont même pas prises chez nous, mais à l'étranger, monsieur le Président.

Notre parti estime qu'il est grand temps de mettre au point un programme de relance économique à long terme, une stratégie à long terme pour développer les secteurs qui en ont besoin, dans l'intérêt des Canadiens. C'est une véritable honte qu'un pays comme le nôtre importe des produits manufacturés et de l'équipement, par exemple pour le secteur minier. Nous sommes le troisième pays minier au monde, et pourtant, nous importons la majeure partie de notre équipement minier. Nous devrions plutôt exporter de ce matériel. Nous devrions développer la fabrication de matériel minier tant pour le marché canadien que pour les marchés étrangers. Il faudrait faire la même chose dans le secteur forestier, et dans ceux de l'agriculture et des pêches.

Il nous faut une stratégie qui permettra aux Canadiens de comprendre le but que nous poursuivons. Nous n'avons que faire d'une stratégie pensée par les mandarins d'Ottawa qui n'ont aucun contact avec les réalités de la vie. Nous devrions établir une stratégie de concert avec nos collègues de toutes les régions qui font partie, comme nous, de la grande famille économique du Canada. Une fois qu'elle sera mise en place, les Assemblées législatives fédérales et provinciales ainsi que le secteur privé sauront exactement quel but nous poursuivons et pourront joindre leurs efforts aux nôtres.

Pour terminer, monsieur le Président, je voudrais présenter l'amendement suivant:

Qu'on modifie l'amendement en y ajoutant, après le mot «Canadiens», ce qui suit:

«et en particulier parce qu'il n'a pas lancé de programmes pour

- (1) stimuler la demande des consommateurs;
- (2) créer sur-le-champ des emplois afin de réduire sensiblement le chômage en 1983, et
- (3) produire une stratégie économique afin d'intégrer les investissements des secteurs privé et public dans le but d'assurer la croissance économique à long terme.»

**Le président suppléant (M. Corbin):** En attendant le texte de l'amendement, la présidence voudrait savoir quel est le nom du comotionnaire?

**M. Riis:** C'est le député de Hamilton Mountain (M. Deans).

**M. Fisher:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Pourriez-vous nous dire si nous pouvons poser des questions au député qui vient de parler?

**Le président suppléant (M. Corbin):** Oui, vous avez dix minutes pour poser des questions et faire des observations.

**M. McRae:** Monsieur le Président, je crois que personne de ce côté-ci n'attaché autant d'importance à la création d'emplois que moi.

### *Le budget—M. Riis*

**M. Waddell:** Changez de côté, venez vous joindre à nous, eux ils s'en fichent.

**M. McRae:** Si je me joignais à vous, j'aurais les mains liées. Je n'accomplirais rien, je ne ferais que du bruit.

Ma question porte sur la dernière partie de l'intervention du député. Depuis des années, j'entends parler de planification, nous avons besoin de planification, d'une stratégie, et ainsi de suite. C'est extrêmement facile à dire, mais j'aimerais que quelqu'un me définisse ce terme et me dise comment on établit une stratégie pour un groupe d'industries sans tenir compte de la nature particulière de chaque région du pays? Il me semble que nous devrions commencer à définir ce terme et cesser de parler de planification dans l'abstrait. Je n'entends que des abstractions. Il y a peut-être une industrie pour laquelle vous voulez faire quelque chose, mais je crois que ce terme a été galvaudé sans être expliqué. Il est très commode pour critiquer le gouvernement, me semble-t-il, mais jamais de façon constructive.

**M. Riis:** Monsieur le Président, j'aimerais donner une réponse à trois volets. Cela me ferait grand plaisir d'envoyer au député de la documentation sur la planification économique. Il en parle comme s'il s'agissait d'un phénomène unique en son genre auquel les autres pays n'avaient pas recours. J'aimerais lui rappeler le cas de deux pays qui ont eu recours à une planification économique sérieuse, globale et avancée avec grand succès. Ces deux pays comptent des régions variées et ont une topographie semblable, mais peut-être une superficie différente. Il s'agit de la Suède et du Japon. Grâce à leur planification économique, ces deux pays accusent un taux de chômage—qu'il leur est très difficile d'accepter aujourd'hui—inférieur à 3 p. 100.

De toute évidence, le député ne m'a pas écouté très attentivement. J'ai dit que toute stratégie économique orientée vers l'avenir de notre pays, compte tenu de la diversité des régions d'un pays aussi vaste que le Canada, doit être établie par l'ensemble de la famille économique canadienne. Cette stratégie engloberait, je le répète, la Chambre fédérale et les Chambres provinciales de tout le pays, qui sont représentatives des régions et sous-régions du Canada, ainsi que le secteur privé. Je ne vois pas quels autres avis il faudrait encore attendre des divers secteurs, des diverses régions, pour l'élaboration de stratégies économiques à court et à long termes.

**M. McRae:** Je ne comprends pas que le député prenne deux exemples de pays tout à fait homogènes, quand il s'agit d'un pays aussi diversifié que le nôtre. Il me semble que le schéma est tout à fait différent, et en matière de schémas il faut être réaliste. La conciliation des régions est une tâche très, très difficile, et la planification n'est pas un mot magique qui règle tout.